

RUSSIE 2016

Regards de l'Observatoire franco-russe

Sous la direction d'Arnaud Dubien

SOMMAIRE

Avant-propos	7
Introduction par Arnaud Dubien, directeur de l'Observatoire franco-russe	9
Auteurs	17
A) Politique étrangère & défense	22
Naviguer dans le flot des changements, <i>par Fiodor Loukianov</i>	25
L'année syrienne de Moscou et la « multipolarisation » du monde : la Russie en quête d'un rebond, <i>par Isabelle Facon</i>	35
Les relations entre la Russie et le Saint-Siège, <i>par Nicolas Kazarian</i>	45
La Russie, un nouvel hégémon au Moyen-Orient, <i>par Igor Delanoë</i>	48
Égypte-Russie : le renouveau d'une alliance ancienne, <i>par Iouri Barmine</i>	57
Relations russo-américaines : la « nouvelle réalité » et comment la combattre, <i>par Andreï Kortounov</i>	60
Moscou – Ottawa : vers une sortie de crise ? <i>par Yann Breault</i>	72
Les enjeux stratégiques de la crise ukrainienne pour la Russie. Vers un réaménagement de la <i>Pax americana</i> en Europe ? <i>par Jacques Lévesque</i>	75
Russie-Biélorussie : la continuité malgré tout ? <i>par David Teurtrie</i>	85
Russie-Kazakhstan : état des lieux, <i>par Mathieu Boulègue</i>	88
Le tournant des relations polono-russes : un quasi-paradoxe, <i>par Céline Bayou</i>	91
La politique de la Russie à l'égard de l'Inde et du Pakistan : à la recherche de la formule idéale, <i>par Piotr Topytchkanov</i>	94
La politique balkanique de la Russie, <i>par Jean-Arnault Dérens</i>	106
Les conflits « gelés » en ex-URSS : que veut la Russie ? <i>par Sergueï Markedonov</i>	116
La Russie, le désarmement et les traités de contrôle des armements, <i>par Nikolai Sokov</i>	127
B) Économie	140
Réduire la vulnérabilité ? L'économie russe en 2015-2016, <i>par Julien Vercueil</i>	143
Scénarios de développement de l'économie russe, <i>par Leonid Grigoriev et Evseï Gourvitch</i>	156
État et perspectives de l'industrie automobile, <i>par Andreï Tomychev</i>	166

Le secteur des assurances en Russie, <i>par Clarisse Hautefeuille Juvin</i>	170
Union économique eurasiatique : intégration sur fond de crise, <i>par Igor Denissov</i>	173
Les relations économiques russo-chinoises en 2015, <i>par Oksana Solomakha</i>	184
L'Accord de partenariat transpacifique et la Russie, <i>par Oksana Solomakha</i>	187
Le secteur pétrolier et gazier en 2015, <i>par Konstantin Simonov</i>	190
Exporter le gaz russe : état des infrastructures, projets et défis, <i>par Aurélie Bros</i>	206
Substitution d'importation : mythes et réalités, <i>par Sergueï Tsoukhlo</i>	215
Le blé dans la Russie de 2016, <i>par Caroline Dufy</i>	227
Les infrastructures de transport en Russie, <i>par Pierre Thorez</i>	230
Le tourisme en Russie : des potentialités à confirmer, <i>par Jean Radvanyi</i>	244
Les relations commerciales franco-russes, <i>par Daniel Maitre</i>	255
Les investissements russes en France, <i>par Jérôme Clausen</i>	262
C) Politique intérieure & société	264
Bilan politique de l'année 2015, <i>par Mikhaïl Vinogradov</i>	267
L'islam de Russie face à la crise syrienne, <i>par Xavier Le Torrivellec</i>	277
Ce que disent les sondages de la société russe, <i>par Valeri Fiodorov</i>	281
Les élites russes, <i>par Igor Bounine et Alexei Makarkine</i>	299
Les partis politiques en Russie, <i>par Tatiana Kastouéva-Jean</i>	310
La mortalité en Russie : un cas à part ? <i>par Vladimir Chkolnikov et Inna Danilova</i>	319
La fécondité en Russie en période de politique nataliste, <i>par Sergueï Zakharov</i>	323
Les migrants ukrainiens en Russie, <i>par Ioulia Florinskaïa</i>	329
Internet : le retour de la « dictature de la loi » ? <i>par Julien Nocetti</i>	333
D) Régions	344
Les régions russes : géographie de la crise, <i>par Natalia Zoubarevitch</i>	347
L'opposition dans les régions, <i>par Lou Brenez</i>	359
Gouverneurs de Russie : le chemin du pouvoir, <i>par Rostislav Tourovski</i>	362
Quelle préparation pour la Coupe du monde de football 2018 ? <i>par Lukas Aubin</i>	374
La Route du Nord. Rêves et réalités dans le Grand Nord arctique, <i>par Marlène Laruelle</i>	385
Rostov, une région en première ligne, <i>par Alexandre Droujinine</i>	395
L'Oudmourtie, panorama d'une région de Russie, <i>par Marie Dugast Casen</i>	405
La coopération transfrontalière russo-chinoise, <i>par Alexandre Gabouïev et Ivan Zouïenko</i>	408
Le cosmodrome de Vostotchny, <i>par Isabelle Sourbès-Verger</i>	419
La « politique étrangère » du Tatarstan et de la Tchétchénie, <i>par Alexei Malachenko</i>	421
Le système de navigation des « cinq mers », <i>par Vladimir Kolossov</i>	429

E) Miscellanées franco-russes	442
Catherine II et Diderot : un roman philosophique et politique, <i>par Sergueï Tsvetkov</i>	445
Nikolaï Karamzine : voyage à travers la Révolution française, <i>par Alexandre Tchoudinov</i>	454
La franc-maçonnerie en Russie de Pierre le Grand à nos jours, <i>par Pierre-Yves Beaurepaire</i>	462
Le rôle des concessions françaises dans la Russie soviétique des années 1920, <i>par Irina Cheveleva</i>	471
Villefranche, un port russe en Méditerranée (1858 – années 1860), <i>par Igor Delanoë</i>	479
La première description française de la Sibérie, <i>par Aleksandr Lavrov</i>	487
Les hommes politiques français vus par les médias russes, <i>par Natalia Lapina</i>	497
La construction de l'ennemi en une leçon, <i>par Anne Coldefy-Faucard</i>	509
 Portfolio – Vladimir Filonov	 533
 Annexes	 553
Chronologie	553
Sélection bibliographique	617
Crédits iconographiques	627

L'ANNÉE SYRIENNE DE MOSCOU ET LA « MULTIPOLARISATION » DU MONDE : LA RUSSIE EN QUÊTE D'UN REBOND

La séquence diplomatique russe 2014-2015 aura été marquée par les efforts du Kremlin pour démontrer que le conflit en Ukraine et la crise profonde que celui-ci a suscitée dans les rapports entre Moscou et l'Occident n'avaient pas eu l'effet escompté dans les capitales occidentales – à savoir l'isolement international de la Russie. Moscou aura ainsi beaucoup valorisé son partenariat stratégique avec la Chine et, plus largement, l'accélération du rééquilibrage de sa politique extérieure vers l'Asie, engagé dès le milieu des années 2000. On peut mentionner, à cet égard, le double sommet de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) et des BRICS qui s'est tenu en juillet 2015 dans la ville d'Oufa, capitale du Bachkortostan. Les médias occidentaux l'ont peu couvert, mais il a donné lieu à différentes décisions soulignant au moins la vitalité relative de ces deux incarnations de l'ordre international multipolaire que Moscou appelle de ses vœux¹.

Par Isabelle Facon, maître de recherche à la Fondation pour la recherche stratégique (FRS),
membre du Conseil scientifique de l'Observatoire franco-russe.

1. On pense notamment à la décision de lancer le processus d'adhésion de l'Inde et du Pakistan à l'OCS.

Deux mois plus tôt, en mai, les présidents russe et chinois avaient signé une déclaration assez inattendue évoquant leur souhait de coordonner l'Union économique eurasiatique (UEE) et la Ceinture économique de la Route de la soie. Le refus d'un certain nombre de pays non-occidentaux de suivre le mouvement des sanctions à l'encontre de Moscou (Chine, Israël, Corée du Sud, par exemple) avait également pu être utilisé par le Kremlin pour étayer l'idée d'un échec de l'Occident à ostraciser la Russie à une échelle globale. Le président russe déplorait d'ailleurs, dans son discours à la soixante-dixième Assemblée générale de l'ONU en septembre, que « les sanctions unilatérales contournant la charte de l'ONU » soient « quasiment devenues la norme » – espérant sans doute toucher la sensibilité à ce sujet de pays ancrés dans l'économie globalisée mais qui, tendant à revendiquer un rôle autonome dans les affaires internationales, s'interrogent sur la possibilité de faire un jour, à leur tour, l'objet de ce type de sanctions.

En s'engageant militairement en Syrie le 30 septembre 2015, la Russie a ouvert une autre séquence de sa politique internationale. Ce tournant est intervenu dans un contexte interne marqué par la crise économique, liée principalement à la stagnation durable des prix du pétrole à un bas niveau, et alourdie par les conséquences des sanctions occidentales. En sus du souci de Moscou de prévenir ce qui serait, dans sa perception, un énième changement de régime imposé par les puissances occidentales sans égard pour les conséquences sur la sécurité régionale et globale, cette intervention est motivée par de multiples objectifs secondaires.

PLACER L'OCCIDENT FACE À SES « RESPONSABILITÉS » ET CONTRADICTIONS

Le premier de ces objectifs est d'alimenter l'image d'une Russie poursuivant des actions servant la stabilité internationale et réparant les « erreurs » des puissances occidentales. Le discours de Vladimir Poutine, prononcé à l'Assemblée générale de l'ONU quelques jours avant le début des frappes aériennes, se voulait clair à ce sujet : les Occidentaux portent une part écrasante de responsabilité dans l'instabilité actuelle du Proche et Moyen-Orient et ne semblent pas prêts à en tirer toutes les leçons si l'on en croit leur obstination à réclamer

le départ de Bachar el-Assad. Tel était le sens, par exemple, de son propos sur le fait que « l'exportation de ce qu'on appelle désormais les révolutions "démocratiques" se poursuit » et sur les effets délétères de cette situation : « L'intervention extérieure agressive a entraîné, au lieu de réformes, la destruction pure et simple des institutions étatiques et du mode de vie lui-même » dans les pays concernés (comprendre Irak, Libye, Syrie, etc.). Le président russe s'arrête ensuite sur les origines de l'État islamique (EI), qui aurait « été, dans un premier temps, choyé en tant qu'instrument de lutte contre des régimes laïques indésirables », tout en moquant la confiance des pays occidentaux dans l'« opposition modérée » syrienne, une notion dont les frappes russes en Syrie, ne visant pas, loin s'en faut, que des cibles de l'État islamique, ont montré que Moscou ne la reprenait pas à son compte.

Toutefois, en proposant dans ce même discours une « véritable et large coalition antiterroriste internationale » et l'élaboration d'« une stratégie globale de stabilisation politique et de rétablissement socioéconomique au Proche-Orient », le président Poutine semblait aussi vouloir donner aux Occidentaux des raisons d'arrondir les angles vis-à-vis de Moscou au nom d'enjeux de sécurité d'intérêt commun (une approche qui n'est d'ailleurs pas très nouvelle, la Russie y ayant recours depuis le début des années 2000). La déclaration du président russe à l'ONU mentionne aussi la crise des migrants, que la coopération qu'il propose doit permettre, selon lui, de mieux gérer – une préoccupation dont il sait qu'elle est alors fort sensible dans de nombreux pays européens. Par cette démarche, bientôt doublée d'une action militaire assez décisive, le Kremlin espérait sans doute obtenir un desserrement des sanctions imposées par les puissances occidentales et la reprise d'un dialogue plus nourri avec elles, fût-il partiel.

Le *timing* n'était pas mauvais. En effet, dans plusieurs pays européens, une « lassitude des sanctions » se fait sentir. L'année diplomatique a été ponctuée d'un certain nombre de rencontres avec des responsables européens (ou anciens responsables, tel Nicolas Sarkozy), plutôt marquées par un esprit sinon de réchauffement du moins de « accommodage » des relations. Pour la France, outre le président Hollande en novembre 2015, se sont rendus à Moscou Gérard Larcher en février 2015 et avril 2016, Emmanuel Macron en janvier 2016 et Ségolène Royal en mai 2016. La chancelière Merkel se trouvait en Russie en mai 2015, et des parlementaires allemands étaient reçus à la Douma l'année suivante. De son côté, le chef du gouvernement italien Matteo Renzi est allé

plusieurs fois en Russie pour y rencontrer Vladimir Poutine (à Rimini, en août 2015, il déclarera que « bâtir l'Europe sans la Russie est une erreur »). Ces différents gestes et prises de position incarnent en soi l'érosion progressive du consensus intra-européen sur les sanctions et l'orientation à donner aux relations avec la Russie. Le Kremlin espère naturellement en jouer, en faisant valoir les « bienfaits » de son action en Syrie, d'autant que les opinions publiques, dans beaucoup de pays européens, considèrent l'EI comme une menace de premier ordre². Dans ce cadre, le discours de Vladimir Poutine à l'ONU et la campagne de frappes russes en Syrie, visent à amplifier l'idée selon laquelle renouer avec la Russie est la clef d'une lutte efficace contre l'EI. Ainsi l'hypothèse récurrente qui veut que la Russie aurait mené la campagne en Syrie pour « faire oublier » l'Ukraine, reflète-t-elle une forme de réalité, puisqu'il s'agit d'atténuer les effets négatifs du conflit sur les rapports avec l'Occident. Mais, on le voit, il n'est pas question d'y parvenir par une posture d'attente où la Russie donnerait l'impression de « plier ».

D'ailleurs, l'intervention en Syrie ambitionnait aussi que soit entérinée la capacité de la Russie à peser globalement – en d'autres termes, à faire mentir Barack Obama et tous ceux qui, aux États-Unis et en Europe, ne voient en elle qu'une puissance régionale, supposant que les réalités, tôt ou tard, la contraindront à reconsidérer ses ambitions à la baisse. Vu de Moscou, aucune zone géographique autant que le Moyen-Orient ne permet à un État de montrer sa capacité à influencer le cours des affaires mondiales. Or, en plus d'obtenir par ses frappes aériennes un impact indéniable sur le terrain militaire et diplomatique, la Russie a montré une aptitude à dialoguer avec l'ensemble des acteurs engagés, de près ou de loin, dans la guerre en Syrie³. À travers ses initiatives militaires et diplomatiques, le Kremlin espérait visiblement rééditer le succès diplomatique obtenu récemment sur deux dossiers clefs – le désarmement chimique de Damas et l'accord sur le programme nucléaire iranien. Ainsi, un des enjeux de la campagne militaire russe était d'amener (si ce n'est

2. Une étude du Pew Research Center montre que les Européens considèrent que l'EI constitue une menace majeure, loin devant les tensions avec la Russie (76% contre 34% ; il s'agit d'une moyenne réalisée sur les dix pays concernés, les résultats pris sur une base nationale étant évidemment contrastés – *Europeans Face the World Divided*, June 16, 2016, p. 14).

3. Son positionnement auprès de l'ensemble des acteurs doit lui permettre, de surcroît, d'atténuer l'idée selon laquelle elle s'inscrirait dans un axe chiite avec la Syrie, l'Iran et le Hezbollah, une « image » qu'elle souhaite éviter de laisser s'installer pour des raisons de politique intérieure (l'islam russe est majoritairement sunnite) et de politique étrangère (déterminées par le souci de préserver ses relations avec Israël, de ne pas endommager celles, plus fragiles, avec les monarchies du Golfe, etc.).

d'obliger) Washington à un dialogue le plus nourri possible avec Moscou. Et, de fait, depuis le début de cette campagne, les échanges entre John Kerry et son homologue russe Sergueï Lavrov se sont multipliés. Le Kremlin estimait certainement avoir obtenu une belle victoire lorsqu'une déclaration conjointe russo-américaine a annoncé, en février 2016, la cessation des hostilités (en marginalisant, d'ailleurs, les autres puissances impliquées dans le processus diplomatique et les actions militaires)⁴. En tout cas, des politologues russes en sont convaincus, qui avancent que l'évolution de la situation en Syrie sous l'impulsion de la Russie montre bien que « quand une crise internationale aiguë éclate, la Russie et les États-Unis sont souvent les seuls acteurs capables de la résoudre », les autres n'ayant pas soit la capacité, soit la volonté d'agir⁵.

LE RETOUR DE LA PUISSANCE MILITAIRE RUSSE : STABILISER DES RAPPORTS DE FORCE ET TROUVER DE NOUVEAUX POINTS D'APPUI

Dans ce cadre, la Russie, en 2015, a mis en pratique la conviction, affichée par Vladimir Poutine depuis son arrivée au pouvoir, qu'un État ne peut défendre ses intérêts que s'il dispose d'une force militaire crédible (dans le cas contraire, dans la vision du Kremlin, il est soumis au risque d'une pression extérieure dont on comprend que, vu de Moscou, elle est, en ce début de XXI^e siècle, exercée principalement par les puissances occidentales). En intervenant au-delà de l'espace ex-soviétique en fonction d'objectifs nationaux et non dans un cadre coopératif⁶, la Russie a voulu rappeler qu'elle disposait désormais d'une telle capacité militaire. C'était pour le Kremlin un message d'autant plus important à délivrer que les analystes étrangers commençaient à dire, à juste titre, que les opérations en Crimée et dans le Donbass n'avaient, en définitive, pas montré grand-chose de la « santé » militaire russe, tandis que d'autres supposaient que la Russie, sous

4. Marek Menkiszak, « The Russian-American Declaration on Syria: A Success for Moscow », *OSW Analysis*, February 24, 2016.

5. Fyodor Lukyanov, « Putin's Foreign Policy, the Quest to Restore Russia's Rightful Place », *Foreign Affairs*, May-June 2016, p. 30.

6. Comme cela a été le cas dans les rares occasions où la Russie, après la fin de la « guerre froide », a déployé des moyens militaires (généralement modestes, d'ailleurs) au-delà des frontières de l'ex-URSS – participation à la KFOR, contribution à l'opération de l'Union européenne au Tchad, présence navale dans le golfe d'Aden, etc.

la pression des dures circonstances économiques⁷, allait, sinon rentrer dans le rang, du moins s'inscrire dans une posture plus conciliante et choisir des options diplomatiques moins audacieuses.

En Syrie – si son action militaire a été dosée et, encore une fois, accompagnée d'une solide activité diplomatique⁸ –, la Russie a signifié que l'asymétrie de puissance militaire avec l'Occident pouvait être gommée par la détermination de ses autorités à utiliser les forces armées pour atteindre leurs objectifs et par un emploi créatif des moyens militaires disponibles (on a ainsi vu le déploiement des moyens antiaériens russes et des chasseurs Su-30 compliquer sérieusement les opérations des forces américaines – mais aussi françaises, turques et israéliennes). La nécessité perçue de limiter les risques d'escalade a amené les Occidentaux à engager le dialogue sur la coordination militaire, les forçant « à reconnaître l'intérêt de la Russie, qui est de préserver le régime d'Assad »⁹. Toutefois, en impressionnant l'ensemble de la communauté internationale quant au sérieux des résultats de la réforme militaire conduite depuis 2008, Moscou n'envoie pas des messages uniquement aux Occidentaux, priés de comprendre que pour rééquilibrer un ordre international qui leur est trop favorable, la Russie peut désormais user de leviers militaires tangibles et aller au-delà de l'opposition principalement verbale qui a caractérisé sa politique extérieure dans l'après-« guerre froide ».

En effet, il est fort probable que la Russie escompte aussi que son action militaire et diplomatique en Syrie injecte *de facto* un peu plus d'équilibre dans sa relation stratégique avec Pékin – relation qui, depuis les événements en Ukraine, se densifie à une vitesse faisant craindre à des politologues et, sans doute, des décideurs russes qu'elle finisse par « étouffer » la Russie. De fait, la Chine est beaucoup moins visible et audible que la Russie sur le dossier syrien¹⁰. Que Moscou soit parvenue à imposer une modification de la donne sur le terrain militaire et diplomatique redore mécaniquement son blason dans un rapport de

7. En 2015, le PIB russe s'est contracté de 3,7%.

8. Dmitri Trenine, « Rossia na Blijnem Vostoke : zadatchi, priority, polititcheskie stimouly » [La Russie au Moyen-Orient : questions, priorités, stimuli politiques], Centre Carnegie de Moscou, 21 avril 2016, www.carnegie.ru

9. Marcin Andrzej Piotrowski, « Operation Alawistan: The Implications of Russia's Military Presence in Syria », *PISM Bulletin*, n° 88 (820), October 2, 2015, p. 2.

10. En revanche, les contacts très réguliers entre les officiels des deux pays sur l'intervention militaire russe en Syrie marquent un soutien indirect de Pékin aux choix de Moscou (la Chine, au demeurant, a toujours partagé les préventions de la Russie à l'égard de la perspective d'un départ de Bachar el-Assad sous la pression occidentale).

force objectivement favorable à la partie chinoise. De la même manière, le regain de crédibilité militaire russe peut conforter Moscou dans le nouveau grand jeu qui s'ouvre en Asie centrale sous l'impulsion des projets chinois de « Routes de la soie ». Cela signifie, selon certains experts, que la Russie se serait « résignée » à voir la Chine occuper de plus en plus fortement le terrain économique centro-asiatique, et considérerait désormais que la principale option susceptible de l'aider à préserver ses positions est de se poser en garant de la stabilité régionale (une dimension qui importe à Pékin, cette dernière exprimant, en l'état actuel des choses, une évidente réticence à investir ses moyens militaires sur cet axe régional). La campagne militaire en Syrie est sans doute aussi un moyen de conforter, auprès des pays d'Asie centrale et des autres membres de l'Organisation du traité de sécurité collective, l'image de la Russie comme seul « protecteur » valable et présent en cas de crise grave (infiltration de militants islamistes, réchauffement d'un conflit, voire crise politique et sociale d'ampleur...).

En 2015-2016, la Russie a, malgré la crise économique, maintenu son effort pour accréditer la thèse de son retour à la puissance militaire – en confirmant la tendance de ces dernières années à une activité d'entraînement intense pour l'ensemble des forces, en continuant les nombreuses sorties des forces aériennes et de la marine, notamment aux frontières occidentales du pays (souvent selon des modalités assez provocantes), en renforçant ses moyens militaires en Crimée, etc.

CONCLUSION

En 2014, un spécialiste français évoquait le « savoir-faire de la Russie en matière politico-diplomatique » et « en matière politico-militaire », manifesté par la politique russe dans le conflit ukrainien¹¹. C'est un point que l'on pourrait reprendre concernant la Syrie, où Moscou a su rebattre les cartes en accompagnant une campagne militaire dense mais ciblée d'un effort diplomatique considérable lui permettant de montrer sa capacité à parler à l'ensemble des protagonistes. Sur le fond d'une crise dans laquelle certains veulent voir la plus grave secousse économique qu'ait connue la Russie depuis le krach de 1998, Moscou n'a pas vraiment baissé le ton face aux pays occidentaux, cherchant au

11. Thomas Gomart, « Russie : de la "grande stratégie" à la "guerre limitée" », *Politique étrangère*, n° 2, 2015, p. 25 et p. 37.

contraire à imposer son agenda par son action multiforme en Syrie. Celle-ci doit servir des intérêts tactiques (affermir Assad à la table des négociations, faire en sorte que la Russie soit en position de préserver ses intérêts économiques et militaires en Syrie, quelle que soit l'évolution de la situation dans ce pays, affaiblir l'unité occidentale sur la « question russe ») mais aussi stratégiques, dans le sens où elle doit servir la recomposition de l'ordre international que Moscou appelle de ses vœux. À ce sujet, le discours du Kremlin s'est fait, ces derniers temps, plus explicite – et sévère – que jamais. Ainsi, lors de la conférence de Munich sur la sécurité en février 2016, Sergueï Lavrov a fustigé la posture des pays occidentaux consistant à se poser en « gardiens » de la stabilité du système international, qu'ils veulent apparemment garder inébranlable. Mais cela n'arrivera pas. En tout cas, une réforme de l'ordre mondial devrait être négociée » car « l'égotisme OTAN-centré [...] nuit à la recherche de solutions à des menaces réelles, et non inventées » ; et d'appeler les pays occidentaux à « s'habituer à travailler en équipe et à ne plus prendre les décisions pour tout le monde et punir ceux qui ne sont pas d'accord avec ce *diktat* »¹². Le président Poutine était sur la même longueur d'onde lorsque, à la soixante-dixième Assemblée générale de l'ONU, il déclarait que « personne ne [devait] s'accommoder d'un modèle de développement unique, reconnu une fois pour toutes par certains comme le seul acceptable ».

Pourtant, le succès relatif de la Russie en Syrie (certainement conçu, aussi, comme un moyen de compenser partiellement le mécontentement, encore contenu, des citoyens russes face à la dégradation de la situation économique) ne doit pas masquer un certain nombre de déceptions et d'écueils rencontrés en 2015-2016 par sa diplomatie. En Syrie, la situation demeure fluide et hautement complexe – ne serait-ce que parce que la campagne russe a enhardi Bachar el-Assad probablement au-delà de ce que souhaitait le Kremlin, qui semble le trouver excessivement incontrôlable. Avec les États-Unis, la Russie s'est imposée comme un interlocuteur incontournable, mais pas comme un partenaire – le discours américain sur le régime Poutine ne s'adoucit pas ; la coopération russo-américaine en Syrie demeure localisée et, plus encore, fragile. Sergueï Lavrov déplorait, en février 2016 à Munich, que les coopérations ne soient guère allées au-delà des mesures de « déconfliction » (un point également valable dans les rapports avec la France). De même, les sanctions n'ont pas été levées.

12. Discours de Sergueï Lavrov à la conférence de Munich sur la sécurité, 13 février 2016.

En Ukraine, les jeux ne sont toujours pas faits. Si la Russie considère officiellement que la balle est dans le camp de Kiev et si, visiblement – alors qu’une nouvelle vague de « lassitude de l’Ukraine » se dessine en Europe –, la pression de la communauté internationale se répartit désormais plus également entre Moscou et Kiev¹³, Moscou ne peut considérer avoir tourné la situation en Ukraine à son plein avantage, loin s’en faut. D’ailleurs, sa stratégie pour l’avenir apparaît assez peu claire – d’autant qu’elle ne dispose pas de tous les leviers pour peser sur le cours des choses, qu’il s’agisse des séparatistes du Donbass ou des décisions de Kiev.

Surtout, la Russie voit le paysage de sécurité européen se modifier progressivement dans un sens peu conforme à ses intérêts. Le Premier ministre russe, Dmitri Medvedev, s’est ému lors de la conférence de Munich sur la sécurité 2016, de ce que « quasi quotidiennement nous sommes décrits comme la plus terrible des menaces, tantôt pour l’OTAN dans son ensemble, tantôt pour l’Europe séparément, tantôt pour l’Amérique et d’autres pays » ; et, soulignant que les responsables russes suivaient attentivement les évolutions post-Ukraine de la posture de l’Alliance atlantique, il a jugé cette dernière « inamicale et fermée »¹⁴. L’OTAN renforce ses activités et sa présence à proximité des frontières de la Russie, qui, au-delà d’un affichage serein quant à sa capacité à répondre à cette politique « agressive » de l’Alliance, retire probablement de cette tendance et de ses possibles implications autant de sources d’inquiétude. À n’en point douter, les décisions du sommet de l’OTAN de juillet 2016 ne feront que les attiser.

En observant ces évolutions, certains mettront en avant la possible instrumentalisation de la « menace russe » par l’Alliance atlantique ou des groupes

13. Voir, par exemple, la tribune conjointe de Jean-Marc Ayrault et Frank-Walter Steinmeier au moment de leur visite à Kiev en février 2016 – les deux ministres, tout en réaffirmant le soutien européen au gouvernement ukrainien, rappellent que la mise en œuvre des accords de Minsk constitue « la seule voie praticable pour que le pays recouvre la pleine souveraineté sur l’ensemble de son territoire et connaisse enfin la paix » (probablement une référence à l’absence de consensus, au sein de la classe politique ukrainienne, sur la meilleure manière de « traiter » lesdits accords). De même, tout en reconnaissant les efforts réalisés dans certains domaines, les deux ministres réclament « un engagement clair des principales forces politiques ukrainiennes à poursuivre le processus de réforme » comme nécessaire « contrepartie » de la « solidarité » et du « soutien » des pays européens (<http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/ukraine/evenements/article/ukraine-tribune-conjointe-de-jean-marc-ayrault-et-frank-walter-steinmeier>). Cela n’empêche pas, du reste, la diplomatie russe de répéter à l’envi, par la voix de Sergueï Lavrov entre autres, que l’Occident « encourage » le gouvernement de Kiev à « trainer des pieds » dans la mise en œuvre des accords de Minsk (« Russia Will “Reset” Relations with West on Its Own Terms, Official Says », *New York Times*, January 26, 2016).

14. Discours à la conférence de Munich sur la sécurité, 13 février 2016.

d'intérêt, *a fortiori* à la veille du sommet de Varsovie. Cette dimension n'est probablement pas absente des motivations de l'intensification de la pression aux frontières de la Russie. Il n'en demeure pas moins que le Kremlin, en ne cessant d'indiquer, en substance, que la liste des conditions qui doivent être réunies pour tenter de remettre sur de nouveaux rails les rapports avec l'Occident est très longue et exigeante, conforte l'impression largement répandue qu'il ne sait jouer que de la coercition et de l'intimidation. À cet égard, on ne peut que partager l'idée de Fiodor Loukianov lorsqu'il suggère que « se contenter d'être en colère ne mènera pas [la Russie] à grand-chose »¹⁵. De la même manière, si Moscou veut « transformer l'essai » sur un certain nombre de projets significatifs du point de vue de sa stature internationale, telle la coordination entre l'Union économique eurasiatique (UEEA) et les Routes de la soie chinoises, le rapport de force permanent et la tentation du blocage systématique ne suffiront pas¹⁶. Ces réflexes n'aident guère la Russie à optimiser ses options ; malheureusement, le contexte ne semble pas très propice à un changement de paradigme...

15. F. Lukyanov, *op. cit.*, p. 37.

16. Sur les maladresses et faux-pas de la Russie à l'égard de ses partenaires au sein de l'UEE et de la Chine, et leur impact sur l'effort d'articulation UEE-Routes de la soie, voir l'article d'Alexandre Gabouïev, dans *Vedomosti*, 15 juin 2016.